



**Conseil économique
et social**

Distr.
GÉNÉRALE

ECE/ENERGY/2006/1
8 septembre 2006

FRANÇAIS
Original: ANGLAIS

COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'EUROPE

COMITÉ DE L'ÉNERGIE DURABLE

Quinzième session
Genève, 28-30 novembre 2006
Point 3 de l'ordre du jour provisoire

**APPLICATION DE LA RÉFORME DE LA CEE ET QUESTIONS
DÉCOULANT DE LA SOIXANTE ET UNIÈME SESSION DE
LA COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'EUROPE**

Note du secrétariat

La présente note récapitule les principales décisions prises par la Commission à sa réunion informelle de décembre 2005, lors de laquelle elle a adopté le plan de travail pour la réforme de la CEE (E/ECE/1434/Rev.1), ainsi qu'à sa soixante et unième session, tenue à Genève du 21 au 23 février 2006 (E/2006/37-E/ECE/1444), qui intéressent les travaux du Comité de l'énergie durable.

Le Comité est invité à étudier le suivi des décisions de la Commission concernant les points suivants:

- Le plan de travail pour la réforme de la CEE;
- Contribution de la CEE aux cycles de la Commission du développement durable;
- Suite donnée aux dispositions du document final du Sommet mondial de 2005 consacrées au développement, y compris aux objectifs du Millénaire pour le développement et aux autres objectifs convenus au niveau international;
- Activités de coopération technique en 2005.

I. Plan de travail pour la réforme de la CEE

1. La réforme de la CEE s'est faite par étapes: consultation des pays, élaboration de conclusions par des évaluateurs extérieurs, et adoption par la Commission du plan de travail pour la réforme (E/ECE/1434/Rev.1).
2. La Commission a noté que l'Assemblée générale avait «accueilli avec satisfaction le programme de travail relatif à la réforme de la Commission économique pour l'Europe adopté par la Commission, décidé que la Commission mettra[it] en œuvre les mesures adoptées et prié le Secrétaire général de dégager les ressources nécessaires à cet effet pour l'exercice biennal 2006-2007». Le Conseil économique et social a approuvé la réforme de la CEE à sa session de fond qui s'est tenue en juillet 2006.

Structure de gouvernance

3. La Commission a adopté le mandat et le règlement intérieur d'un nouvel organe: le Comité exécutif, qui s'occupe des préparatifs des sessions biennales de la Commission et met en œuvre les orientations générales qu'elle a définies. Entre les sessions de la Commission, il agit au nom de celle-ci et peut se saisir lui-même de toute question relative aux activités de la CEE.
4. L'appellation «organes subsidiaires principaux» est supprimée et remplacée par «comités sectoriels». Les comités sectoriels rendent compte de leurs travaux une fois par an et sur demande au Comité exécutif, lors d'une réunion avec leurs présidents et vice-présidents.
5. Le Comité exécutif:
 - a) Examine, évalue et approuve les programmes de travail des comités sectoriels, y compris les activités intersectorielles et les relations avec d'autres organisations internationales;
 - b) Approuve la création, le renouvellement, la suppression, le mandat et les plans de travail de groupes relevant de comités sectoriels;
 - c) Examine avec les présidents et vice-présidents des comités sectoriels les rapports de ces comités sur l'exécution de leur programme de travail et d'autres questions pertinentes;
 - d) Veille à la cohérence entre les sous-programmes, notamment en encourageant la communication horizontale au sein de la CEE;
 - e) S'occupe de toutes les questions ayant trait à la planification des programmes et aux domaines administratif et budgétaire, y compris au financement par des ressources extrabudgétaires.
6. Avant la fin de février 2007, tous les comités sectoriels doivent:
 - a) Passer en revue leurs organes intergouvernementaux subsidiaires, conformément aux directives énoncées dans le document E/ECE/1407/Add.1; et

b) Évaluer leurs besoins en services de conférence, en vue de rationaliser ces organes et de soumettre au Comité exécutif des propositions sur les possibilités de simplification.

Programme de travail et mandat

7. La Commission a demandé aux comités sectoriels d'examiner leur mandat et leur programme de travail en vue de répondre aux priorités définies pour chaque sous-programme dans le plan de travail pour la réforme de la CEE.

8. Conformément au plan de travail pour la réforme de la CEE (par. 52 et 53), le sous-programme de l'énergie durable:

a) Rationalisera ses activités et améliorera sa coopération avec d'autres organisations concernées, en particulier l'Agence internationale de l'énergie et le secrétariat de la Charte de l'énergie. Cette coopération pourrait prendre la forme d'activités communes, de mémorandums d'accords, d'une participation des membres d'autres organisations concernées aux activités relevant du sous-programme, et vice-versa; et

b) Renforcera ses activités dans les domaines de l'efficacité énergétique, d'une production d'énergie moins polluante, de la sécurité énergétique et de la diversification des sources d'énergie, en tenant compte des préoccupations relatives à l'environnement.

9. D'une manière générale, la Commission a en outre souligné que les activités intersectorielles étaient importantes pour accroître la cohérence de la CEE et a demandé aux comités sectoriels de poursuivre et renforcer ces activités.

10. Il a été demandé au Comité de l'énergie durable d'accorder une attention particulière à sa coopération avec le Comité des politiques de l'environnement, le Comité des transports intérieurs et le Comité du bois.

11. La Commission a également demandé aux comités sectoriels de mettre en œuvre les dispositions du plan de travail pour la réforme de la CEE qui concernent la coopération avec d'autres organisations.

12. Commentaires: Compte tenu du plan de travail pour la réforme de la CEE et des priorités qui y sont établies concernant le sous-programme sur l'énergie durable (voir le paragraphe 8 ci-dessus), le Comité est invité à:

a) Examiner son programme de travail et prendre des décisions concernant chaque élément et les activités connexes (ECE/ENERGY/2006/9); l'attention est appelée sur la note intitulée «Réponse du Comité de l'énergie durable au sujet du plan de travail pour la réforme de la CEE» (ECE/ENERGY/2006/12) que le secrétariat a préparée en collaboration avec le Bureau et qui propose aux délégués participant à cette session du Comité un ensemble de solutions et de possibilités dans plusieurs domaines de travail pour satisfaire les demandes exprimées dans le plan de travail pour la réforme de la CEE;

b) Étudier et adopter son mandat révisé au titre du point 13 b) de l'ordre du jour, à partir d'un projet élaboré par le secrétariat à la suite de consultations avec le Bureau (annexe I du document ECE/ENERGY/2006/12);

c) Passer en revue ses organes intergouvernementaux subsidiaires au titre du point 13 c) de l'ordre du jour, à partir d'une note élaborée par le secrétariat (ECE/ENERGY/2006/8).

II. Contribution de la CEE aux cycles de la Commission du développement durable

13. La Commission a pris note du succès remporté par le deuxième Forum régional sur l'application des objectifs du développement durable dans la région de la CEE, tenu en décembre 2005. Elle a estimé que l'évaluation de la situation au niveau régional en ce qui concerne la mise en œuvre des engagements en faveur du développement durable dans les domaines de l'énergie au service du développement durable, de la pollution atmosphérique, des changements climatiques, du développement industriel et des questions intersectorielles connexes avait bien mis en évidence les diverses difficultés et expériences des pays de la région. Du fait de l'interdépendance entre toutes ces questions, la Commission a jugé que la coopération intersectorielle aux niveaux national et international était essentielle à la poursuite des progrès dans ces domaines.

14. La Commission a accueilli avec satisfaction le résumé du Forum sur l'application des objectifs au niveau régional (E/ECE/1442), établi par le Président de cette réunion, qui avait été présenté à la quatorzième session de la Commission du développement durable, en mai 2006. Elle a exprimé l'espoir que les résultats de ce forum et d'autres sur le même thème seraient pris en compte au niveau mondial, et a encouragé les États membres de la CEE à s'engager activement au sein de la Commission du développement durable.

15. Commentaires: Le Comité sera informé de l'issue du Forum sur l'application des objectifs au niveau régional et des contributions de la CEE à la quatorzième session de la Commission du développement durable au titre du point 5 de l'ordre du jour. Un compte rendu des principales discussions de cette session figure dans le document ECE/ENERGY/2006/11.

III. Suite donnée aux dispositions du document final du Sommet mondial de 2005 consacrées au développement, y compris aux objectifs du Millénaire pour le développement et aux autres objectifs convenus au niveau international

16. À propos des liens entre la réforme de la CEE et la réforme générale de l'Organisation des Nations Unies, un représentant du Département des affaires économiques et sociales a informé la Commission des changements en cours à l'ONU, en particulier dans quatre domaines: renforcement du Conseil économique et social, création d'une commission de consolidation de la paix, création d'un conseil des droits de l'homme, et promotion de la cohérence à l'échelle du système dans les activités normatives, opérationnelles, humanitaires et environnementales.

17. La Commission a noté que les États Membres à New York étaient en train de discuter deux résolutions, l'une sur la réforme du Conseil économique et social et l'autre sur la suite donnée aux dispositions du document final du Sommet mondial de 2005 consacrées au développement, y compris aux objectifs du Millénaire pour le développement et aux autres objectifs convenus au niveau international. Ces résolutions pourraient avoir un impact sur les travaux de la CEE.

18. La Commission a demandé au secrétariat de tenir le Comité exécutif informé de l'évolution de la situation en ce qui concerne le processus de réforme mentionné ci-dessus et les contributions attendues des commissions régionales.

19. Commentaires: Le Comité pourrait noter que les activités du sous-programme de l'énergie durable dans trois domaines, à savoir l'efficacité énergétique, les prix de l'énergie et le méthane des mines de charbon, contribuent à la réalisation de l'objectif du Millénaire pour le développement numéro 7 (Assurer un environnement durable) – cible 9 (Intégrer les principes du développement durable dans les politiques nationales et inverser la tendance actuelle à la déperdition des ressources environnementales). Le sous-programme est essentiellement consacré à l'identification de projets susceptibles d'améliorer l'efficacité énergétique, de promouvoir les investissements dans le développement des sources d'énergie renouvelables et de permettre aux économies de marché émergentes de respecter les obligations qui leur incombent en vertu des traités internationaux concernant l'environnement. Il est particulièrement important de développer des sources de financement des investissements dans des projets d'économies d'énergie pour les bâtiments, l'éclairage et le chauffage publics.

IV. Activités de coopération technique en 2005

20. La Commission:

a) A insisté sur l'importance de la coopération technique pour la mise en œuvre des principales activités de la CEE et relevé que l'Assemblée générale avait souligné la nécessité de renforcer les liens entre les travaux normatifs et les activités opérationnelles de l'ONU;

b) A mis l'accent sur la nécessité d'établir des liens entre le Groupe de la coopération technique et le nouveau sous-programme de coopération et d'intégration économiques, et d'examiner ce point conjointement avec la stratégie de coopération technique de la CEE, à la réunion du Comité exécutif. Ce nouveau sous-programme vise à promouvoir un cadre politique, financier et réglementaire favorisant la croissance économique, le développement de l'innovation et l'amélioration de la compétitivité des entreprises et des activités économiques dans les pays de la CEE;

c) S'est félicitée des travaux des conseillers régionaux et a rappelé que le Comité exécutif examinerait leur répartition future entre les programmes;

d) A pris note de la coopération technique menée avec les groupements sous-régionaux de pays conformément à ses recommandations précédentes et a instamment demandé au secrétariat de continuer à renforcer cette coopération;

e) S'est félicitée de l'approbation de projets concrets et de propositions de projets par le comité consultatif régional du Programme spécial des Nations Unies pour l'économie des pays d'Asie centrale (PSEPAC), lors de sa session extraordinaire tenue après la Conférence internationale sur la coopération économique sous-régionale en Asie centrale, ainsi que du rôle confié au PSEPAC;

f) S'est félicitée de l'intensification de la coopération avec d'autres organisations;

g) Concernant la prochaine mise à jour de la liste des principales organisations internationales du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE, a instamment prié ceux de ses membres qui faisaient également partie de ce comité de soutenir l'inscription de la CEE. La Commission a encouragé le CAD à approuver l'inscription de la CEE sur sa liste.

21. Le document E/ECE/1441, intitulé «Aperçu des activités de coopération technique de la CEE en 2005», élaboré par la Commission, résume les activités menées en 2005 par le conseiller régional pour l'énergie durable, en particulier celles axées sur l'élaboration et la mise en œuvre des projets d'efficacité énergétique et de renforcement des capacités ci-après:

- a) «Efficacité énergétique 21»;
- b) Financement des investissements dans l'efficacité énergétique et les sources d'énergie renouvelables en vue de l'atténuation des changements climatiques dans certains pays d'Europe du Sud-Est et d'Europe orientale ainsi que dans les pays de la CEI;
- c) Programme régional (inter-États) pour une utilisation rationnelle et efficace des combustibles et autres ressources énergétiques dans les pays de la CEI;
- d) Renforcement des capacités pour la gestion de la qualité de l'air et l'application de techniques de combustion du charbon non polluantes en Asie centrale (ce projet, financé par le Compte des Nations Unies pour le développement, est exécuté conjointement avec le conseiller régional pour l'environnement de la CEE);
- e) Chauffage et alimentation en eau chaude par valorisation de la biomasse au Bélarus;
- f) Suppression des obstacles à la mise en œuvre de mesures d'amélioration de l'efficacité énergétique dans le secteur public au Bélarus;
- g) Amélioration de l'efficacité énergétique dans le secteur public (écoles et hôpitaux) du Bélarus;
- h) Appui à la mise en valeur de sources d'énergie renouvelables (biomasse) en Ukraine;
- i) Marché des services d'efficacité énergétique dans les secteurs industriel et commercial de la Fédération de Russie; suppression des obstacles à l'efficacité énergétique des systèmes de chauffage et d'alimentation en eau chaude en milieu urbain au Kazakhstan, tranche «C»;
- j) Des services consultatifs ont également été fournis concernant la mise en valeur de sources d'énergie renouvelables au Bélarus, au Kazakhstan et en Ukraine et la concrétisation de la notion de société de services énergétiques au Bélarus ainsi que la mise en place de zones de démonstration de l'efficacité de la gestion de l'énergie et de l'eau au Kazakhstan, au Kirghizistan et en Ukraine en vue de les transformer en sociétés de services énergétiques.

22. Commentaires: Le Comité sera informé des activités de coopération technique réalisées par le conseiller régional au titre du point 11 de l'ordre du jour provisoire et les examinera.
